

**RAPPORT
DU COMITÉ DES RELATIONS
AVEC LE PAYS HÔTE**

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : TRENTE-NEUVIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 26 (A/39/26)



NATIONS UNIES

**RAPPORT
DU COMITÉ DES RELATIONS
AVEC LE PAYS HÔTE**

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : TRENTE-NEUVIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 26 (A/39/26)



NATIONS UNIES

New York, 1984

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	1	1
II. COMPOSITION, MANDAT ET ORGANISATION DES TRAVAUX DU COMITE	2 - 8	2
III. QUESTIONS TRAITEES PAR LE COMITE	9 - 57	4
A. Question de la sécurité des missions et de leur personnel	9 - 18	4
1. Communications reçues	9 - 10	4
2. Examen par le Comité de la question de la sécurité	11 - 18	4
B. Examen des problèmes soulevés par l'application de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et les Etats-Unis d'Amérique relatif au Siège de l'Organisation des Nations Unies, et recommandations relatives à ces problèmes	19 - 49	6
1. Nouvelle législation des Etats-Unis	19 - 40	6
2. Plainte de la Jamahiriya arabe libyenne	41 - 47	10
3. Accélération des formalités d'immigration et de douane	48	13
4. Possibilité de créer au Siège de l'ONU un économat pour aider le personnel diplomatique et le personnel du Secrétariat	49	13
C. Questions des privilèges et immunités	50 - 51	13
D. Transports : utilisation des véhicules à moteur, stationnement et questions connexes	52 - 55	14
E. Assurance, éducation et santé	56	14
F. Relations extérieures de la communauté des Nations Unies dans la ville hôte et question des mesures propres à inciter les médias à faire connaître les fonctions et le statut des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies	57	15
IV. RECOMMANDATIONS	58	16
<u>Annexe</u> : Liste de documents		18

I. INTRODUCTION

1. L'Assemblée générale a créé le Comité des relations avec le pays hôte par sa résolution 2819 (XXVI) du 15 décembre 1971. A sa trente-huitième session, elle a, par sa résolution 38/140 du 19 décembre 1983, décidé que le Comité poursuivrait ses travaux conformément à la résolution 2819 (XXVI) et décidé d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente-neuvième session la question intitulée "Rapport du Comité des relations avec le pays hôte". Les recommandations du Comité figurent plus loin, dans la section IV.

II. COMPOSITION, MANDAT ET ORGANISATION DES TRAVAUX DU COMITE

2. En 1984, le Comité se composait des Etats suivants :

Bulgarie	France
Canada	Honduras
Chine	Iraq
Chypre	Mali
Costa Rica	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et
Côte d'Ivoire	d'Irlande du Nord
Espagne	Sénégal
Etats-Unis d'Amérique	Union des Républiques socialistes soviétiques

3. En 1984, M. Constantine Moushoutas (Chypre) a continué d'assurer la présidence; Mme E. Castro de Barish (Costa Rica) a continué d'exercer les fonctions de rapporteur et les représentants de la Bulgarie, du Canada et de la Côte d'Ivoire celles de vice-présidents.

4. Pour ses travaux de 1984, le Comité a repris la liste de questions qu'il avait adoptée en mai 1982, à savoir :

1. Question de la sécurité des missions et de leur personnel.
2. Examen des problèmes soulevés par l'application de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et les Etats-Unis d'Amérique relatif au Siège de l'Organisation des Nations Unies, et recommandations relatives à ces problèmes, y compris :
 - a) Visas d'entrée délivrés par le pays hôte;
 - b) Accélération des formalités d'immigration et de douane;
 - c) Exemption d'impôts;
 - d) Possibilité de créer au Siège de l'ONU un économat pour aider le personnel diplomatique et le personnel du Secrétariat.
3. Responsabilité des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies et de leur personnel, notamment en ce qui concerne la question de l'exigibilité des créances et les procédures à suivre pour résoudre les problèmes qui s'y rattachent.
4. Logement du personnel diplomatique et du personnel du Secrétariat.
5. Question des privilèges et immunités :
 - a) Etude comparative des privilèges et immunités;
 - b) Convention sur les privilèges et les immunités des Nations Unies et autres instruments pertinents.

6. Activités du pays hôte : activités destinées à aider les membres de la communauté des Nations Unies.
 7. Transports : utilisation des véhicules à moteur, stationnement et questions connexes.
 8. Assurance, éducation et santé.
 9. Relations extérieures de la communauté des Nations Unies dans la ville hôte et question des mesures propres à inciter les médias à faire connaître les fonctions et le statut des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies.
 10. Examen et adoption du rapport du Comité à l'Assemblée générale.
5. Au cours de la période considérée, le Comité a tenu les sept séances suivantes : 102ème séance, le 29 février 1984; 103ème séance, le 30 avril; 104ème séance, le 7 juin; 105ème séance, le 28 juin; 106ème séance, le 30 août ; 107ème séance, le 30 octobre; et 108ème séance, le 16 novembre.
6. Le représentant de l'Iraq a fait état de la préoccupation que lui inspirait l'efficacité des travaux du Comité et a fortement souligné la nécessité d'une plus grande participation à ces travaux. Il a également déclaré que le rapport devrait rendre compte de l'examen par le Comité des questions de fond relevant de son mandat, lesquelles devraient se voir accorder l'importance qu'elles méritent afin que les délégations à l'Assemblée générale puissent exprimer leurs vues à ce sujet.
7. Le Comité, en coopération avec le Secrétariat et la Mission des Etats-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies, a organisé deux réunions d'information : l'une sur la question de l'immunité des diplomates devant les tribunaux américains (voir par. 50 ci-après), et l'autre sur les problèmes de stationnement dans la ville de New York (voir par. 53 ci-après). Le Comité a, en outre, créé un groupe de contact chargé de trouver des solutions concrètes à certaines des questions de fond et de procédure concernant l'immunité des diplomates devant les tribunaux.
8. Chargé d'examiner toutes les questions dont le Comité est saisi, à l'exception de la question de la sécurité des missions et de leur personnel, que le Comité a maintenue à l'étude en séance plénière, le Bureau a poursuivi ses travaux en 1984. Il est composé du Président, du Rapporteur, des trois Vice-Présidents et d'un représentant du pays hôte qui assiste de droit aux séances du Bureau. Le Président transmet les propositions ou recommandations du Bureau au Comité pour adoption; elles sont donc consignées dans le rapport du Comité. Durant la période considérée, le Bureau a tenu trois séances.

A. Question de la sécurité des missions et de leur personnel

1. Communications reçues

9. Dans une note verbale datée du 23 février 1984 (A/AC.154/250), la Mission permanente de l'Union des Républiques socialistes soviétiques auprès de l'Organisation des Nations Unies s'est plainte d'une attaque terroriste dirigée contre la résidence de l'Union soviétique à Riverdale. Elle y déclarait que, le 23 février 1984, à 3 h 30 du matin, trois engins explosifs avaient été lancés dans l'enceinte de la résidence. Ces explosions avaient provoqué des dégâts matériels, détruisant un véhicule automobile et en endommageant gravement deux autres. L'organisation terroriste américaine Jewish Direct Action avait déclaré ouvertement qu'elle avait pris part à la perpétration de cet acte de terrorisme et qu'elle attenterait de nouveau à la vie de diplomates soviétiques. La Mission de l'URSS protestait énergiquement auprès de la Mission permanente des Etats-Unis d'Amérique et priait les Etats-Unis de punir les auteurs de cet acte de terrorisme et de faire en sorte que de tels actes, qui sont contraires au droit international et à l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et les Etats-Unis d'Amérique relatif au Siège de l'Organisation des Nations Unies 1/, ne se reproduisent pas à l'avenir.

10. Dans une note verbale datée du 28 février 1984 (A/AC.154/251), la Mission des Etats-Unis a répondu que le Gouvernement des Etats-Unis avait publiquement condamné cet acte de terrorisme qu'il avait qualifié d'attaque infâme et honteuse, portant atteinte à la réputation des Etats-Unis. La Mission soulignait qu'une enquête approfondie concernant l'incident avait été entreprise par le Federal Bureau of Investigation et par la police de la Ville de New York, sous les auspices du Groupe commun anti-terrorisme (Joint Terrorist Task Force) et que les efforts se poursuivaient en vue de trouver et d'appréhender les coupables. Tout en remerciant la Mission soviétique de la coopération dont elle avait fait preuve en permettant aux policiers et enquêteurs de prendre contact avec des ressortissants soviétiques, la Mission des Etats-Unis rappelait que, à sa demande expresse, les services de sécurité qui montaient la garde 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 aux abords des immeubles abritant des diplomates soviétiques, avaient été renforcés par quatre agents.

2. Examen par le Comité de la question de la sécurité

11. A la 102ème séance du Comité, le représentant de l'URSS a appelé l'attention du Comité sur l'explosion qui s'était produite le 23 février à la résidence soviétique de Riverdale. Il a notamment souligné que cet acte de terrorisme constituait une nouvelle provocation dangereuse qui s'inscrivait dans le cadre d'une campagne systématique d'hostilité et résultait de l'inaction continuelle et de la collusion scandaleuse des autorités des Etats-Unis. Bien qu'ils aient été avertis, les services des Etats-Unis n'avaient pris aucune mesure pour prévenir cet incident. En vertu du droit international, les Etats-Unis avaient l'obligation d'assurer la sécurité et la tranquillité des missions diplomatiques. Le représentant de l'URSS a dit que loin de satisfaire, comme ils en avaient donné l'assurance, à leur obligation d'assurer la sécurité des locaux soviétiques, les Etats-Unis n'avaient pas châtié les criminels qui étaient pourtant connus des autorités et qui, dans certains cas, avaient ouvertement fait connaître leurs intentions criminelles. Le représentant de l'URSS a déclaré que toute complicité dans des actes d'hostilité dirigés contre des établissements et du personnel soviétiques et le fait que les Etats-Unis avaient manqué à leurs obligations internationales pourraient avoir les conséquences les plus graves.

12. Le représentant des Etats-Unis a refusé d'accepter les déclarations faites par le représentant de l'URSS dans la mesure où elles constituaient des allégations injustifiables. Rien n'indiquait que l'attaque contre la résidence de Riverdale avait été organisée à l'avance. Le Gouvernement des Etats-Unis avait publiquement condamné l'attentat à la bombe incendiaire, allant même jusqu'à dire qu'il portait atteinte à la réputation des Etats-Unis. Le représentant des Etats-Unis a souligné que les forces de l'ordre n'épargnaient aucun effort pour enquêter sur tous les actes de terrorisme. Néanmoins, les enquêtes n'étaient pas toujours couronnées de succès et progressaient parfois très lentement, en raison des conditions et garanties prévues par la loi. Il était heureux de faire savoir qu'à la suite d'une enquête minutieuse, on avait arrêté les responsables de la tentative d'assassinat dont avait fait l'objet, en 1980, le Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies.

13. Le représentant de la Bulgarie a regretté que les autorités du pays hôte n'aient pas tout tenté pour prévenir l'incident susmentionné. Il a rappelé que dans sa résolution 38/140, l'Assemblée générale demandait instamment au pays hôte :

"... de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer efficacement la protection, la sécurité et la sûreté des missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies et de leur personnel, notamment des mesures d'ordre pratique afin d'interdire les activités illégales des personnes, groupes et organisations qui encouragent, provoquent, organisent ou commettent des actes portant atteinte à la sécurité et à la sûreté de ces missions et représentants."

Il estimait qu'il fallait trouver des moyens concrets pour interdire à l'avenir les activités illégales des personnes qui se livraient ouvertement à des actes criminels et dangereux.

14. Le représentant de l'Iraq a déploré l'acte terroriste perpétré contre l'Union soviétique mais a rendu hommage par ailleurs aux autorités des Etats-Unis qui avaient réussi à arrêter les coupables de l'affaire cubaine.

15. La représentante du Costa Rica a exprimé les regrets de sa délégation devant cet acte de terrorisme.

16. Le représentant de l'URSS a fait observer, en conclusion, qu'on ne pouvait pas invoquer la longueur et la complexité de la procédure judiciaire américaine pour justifier le non-respect des obligations assumées en vertu du droit international.

17. Dans sa réponse, le représentant du pays hôte a déclaré que les Etats-Unis s'étaient acquittés de leurs obligations internationales et continueraient de le faire sans modifier la législation en vigueur. Il a ajouté que les Etats-Unis devaient continuer à agir dans le cadre des garanties et restrictions prévues par la Constitution.

18. A la 105ème séance, la situation en matière de sécurité a été évoquée à nouveau lorsque le représentant de l'URSS s'est plaint notamment de ce que des manifestations politiques continuaient à avoir lieu devant sa mission, ce qui lui causait du tort. Si la situation avait été plus calme à cet égard pendant l'été, la mission avait néanmoins subi des préjudices du fait que la campagne de manifestations obscènes et d'appels téléphoniques mal intentionnés s'était poursuivie.

B. Examen des problèmes soulevés par l'application de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et les Etats-Unis d'Amérique relatif au Siège de l'Organisation des Nations Unies, et recommandations relatives à ces problèmes

1. Nouvelle législation des Etats-Unis

19. A ses 102ème et 103ème séances, le Comité a abordé les questions découlant de lois fédérales récemment promulguées aux Etats-Unis et qui intéressent l'Organisation des Nations Unies. Les dispositions du Foreign Missions Amendments Act (nouvelle loi des Etats-Unis sur les missions étrangères), promulgué le 12 novembre 1983, ont été communiquées par la Mission des Etats-Unis aux missions permanentes et aux bureaux des observateurs permanents auprès de l'Organisation des Nations Unies par une note verbale, datée du 18 janvier 1984. Cette note énonçait les nouvelles règles auxquelles devaient se conformer, quant aux renseignements à fournir, toutes les missions étrangères sises aux Etats-Unis, dans ses territoires ou possessions, et précisait, notamment que :

"Conformément au Foreign Missions Amendments Act de 1983 (Public Law 98-166) portant modification du Diplomatic Relations Act 2/1978 (loi sur les relations diplomatiques) (Public Law 95-393), à compter du 1er février 1984 les chefs de mission sont tenus de notifier au Département d'Etat des Etats-Unis et au Directeur de l'Office of Foreign Missions (Office des missions étrangères) l'expiration de toute police d'assurance-responsabilité civile couvrant les véhicules à moteur, les bateaux et les avions appartenant à une mission, à un membre d'une mission ou à des membres de leur famille."

Au cas de manquement à certaines règles, la note rappelle la suite qui serait donnée conformément à la loi :

"La loi dispose également que si le Directeur (de l'Office des missions étrangères) apprend qu'un membre d'une mission étrangère, ou un membre de sa famille

- Est responsable de blessures, de décès ou de dommages aux biens découlant de l'utilisation d'un véhicule à moteur, d'un bateau ou d'un avion aux Etats-Unis; et
- N'est pas couvert par une assurance-responsabilité civile; et
- N'a pas acquitté les dommages-intérêts fixés par jugements rendus contre lui, ou bien est responsable en vertu de la loi, le Directeur perçoit auprès de la mission étrangère à laquelle appartient ladite personne, une taxe ou redevance équivalente à la fraction non acquittée des dommages-intérêts fixés par jugement ou, en l'absence de jugement, au montant estimatif des dommages subis par la victime."

20. A la 102ème séance du Comité, le représentant de l'URSS a déclaré que la nouvelle loi des Etats-Unis dérogeait à l'Accord de siège et à la Convention de Vienne de 1961 sur les relations diplomatiques. Il a fait observer que certaines des dispositions de cette nouvelle loi étaient fondées sur une optique discriminatoire et visaient à limiter et à amoindrir les droits et les privilèges des missions diplomatiques. Les obligations énoncées dans la nouvelle loi rendaient les missions étrangères passibles de mesures exorbitantes du droit international. Le représentant de l'URSS demandait donc au Comité d'étudier la question de près.

21. A la même séance, le représentant de la Bulgarie a également exprimé son inquiétude au sujet de la nouvelle loi, dont la réglementation d'application était contraire au droit international. Il estimait notamment que les dispositions permettant à une instance administrative d'imposer le paiement d'une taxe allaient à l'encontre du droit international puisque les missions étrangères jouissaient de l'immunité à l'égard des juridictions pénale, administrative et civile de l'Etat hôte.

22. En réponse à ces remarques, le représentant des Etats-Unis a nié que son pays eût adopté une loi contraire à ses obligations internationales. La loi avait pour objet de faire en sorte que les missions fussent convenablement couvertes par une assurance-responsabilité civile conformément à la réglementation en vigueur dans l'Etat de New York. Les missions ne seraient astreintes au paiement de l'équivalent des dommages-intérêts que si elles manquaient à leurs obligations.

23. Le représentant de l'URSS fait observer qu'une étude plus approfondie de la note verbale s'imposait.

24. De l'avis du représentant du Honduras et de celui de la France, des consultations, entre le pays hôte et les Etats Membres, préalables à l'adoption de la loi auraient sans doute permis une meilleure compréhension réciproque.

25. La 103ème séance du Comité a été entièrement consacrée au débat sur la note verbale. Le Comité s'est félicité de la présence du Directeur de l'Office of Foreign Missions qui était prêt à répondre aux questions à ce sujet.

26. Le représentant de la France a demandé si l'adoption récente de cette loi faisait suite à des incidents précis survenus après l'expiration ou la résiliation d'une police d'assurance, et a demandé pourquoi le Comité n'avait pas été informé de ces problèmes.

27. Les représentants du pays hôte ont regretté que la nouvelle loi sur les missions étrangères ait suscité des inquiétudes et des controverses. L'Accord de siège, la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies 2/, ainsi que la Convention de Vienne de 1961 sur les relations diplomatiques, figurant dans la loi sur les relations diplomatiques, le Diplomatic Relations Act de 1978 (loi sur les relations diplomatiques) régissaient toujours les privilèges et immunités dont jouissaient les missions. La modification que comportait la nouvelle loi consistait en des dispositions destinées à faire respecter les règles concernant le caractère obligatoire de l'assurance. Puisque la loi ne faisait qu'explicitier les obligations du diplomate à être valablement couvert par une assurance-responsabilité civile, elle n'avait pas un caractère pénal. C'était à la suite d'accidents auxquels avaient été mêlés des conducteurs non assurés, que la réglementation en question, fondée sur la nouvelle loi avait été promulguée. Le pays hôte était parfaitement conscient de ses responsabilités juridiques et respecterait toutes ses obligations juridiques dans l'application de cette nouvelle réglementation. Le Directeur de l'Office of Foreign Missions a ajouté que, puisqu'il y avait 20 000 véhicules diplomatiques aux Etats-Unis qui relevaient de juridictions d'Etat différentes, l'adoption d'une approche unique faciliterait certainement les choses.

28. Le représentant de l'URSS a dit que, malgré les assurances fournies par le représentant du pays hôte, et contrairement à une première impression, la note ne contenait pas seulement des informations techniques mais était lourde de conséquences juridiques. Il a souligné que prévoir la possibilité d'imposer le paiement d'une taxe aux missions diplomatiques - ce qui revenait à les soumettre à

la juridiction administrative et fiscale du pays hôte - ne pouvait pas ne pas avoir de répercussions juridiques. A son sens, les problèmes d'assurance pourraient se traiter de façon raisonnable, sans menacer le statut diplomatique des missions ou leurs droits et privilèges diplomatiques.

29. Le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, abordant l'aspect concret de la question, s'est demandé si les autorités américaines pouvaient indiquer le nombre de véhicules utilisés par le corps diplomatique à New York. Il a également demandé si à New York il y avait un véritable problème d'abus de privilèges et immunités diplomatiques et si les dispositions en cause avaient été prises à titre préventif pour éviter de graves problèmes à l'avenir. Pour ce qui était d'habiliter le Directeur de l'Office of Foreign Missions à faire exécuter la loi, le représentant du Royaume-Uni a demandé si les Etats-Unis avaient envisagé d'autres moyens de veiller à ce que des missions fussent dûment assurées. Il a également demandé des renseignements complémentaires touchant la situation du personnel des missions diplomatiques qui ne bénéficiaient pas de l'immunité et celle des hauts fonctionnaires de l'ONU jouissant eux, d'immunités et de privilèges diplomatiques.

30. Le représentant de la France a également soulevé la question des privilèges et immunités des hauts fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies. Il a demandé si les Etats-Unis entendaient donner effet aux décisions du Directeur de l'Office of Foreign Missions, en vertu desquelles les personnes ou missions jouissant d'une immunité diplomatique seraient tenues de payer des dommages-intérêts et, dans l'affirmative, comment ils le feraient.

31. Le représentant de l'URSS a indiqué que les aspects juridiques de la note étaient les plus importants. Dans le même esprit, le représentant de l'Iraq a posé la question de la légalité de la note. Le représentant de la Bulgarie avait le sentiment que le Foreign Missions Amendments Act comportait des éléments nouveaux contraires à la Convention de Vienne. Le représentant du Honduras a réitéré que le Comité aurait dû être mis au courant des problèmes existants qui, le cas échéant, auraient pu ainsi être résolus plus facilement.

32. En réponse aux questions évoquées ci-dessus, le représentant du pays hôte a dit que la position de sa mission avait été de ne pas saisir le Comité cas par cas d'affaires de véhicules non assurés. Cependant, la situation à New York était grave. Le Directeur de l'Office of Foreign Missions a dit au Comité que son bureau étudiait actuellement de nouvelles modalités d'immatriculation des véhicules diplomatiques, suivant lesquelles les missions seraient tenues de souscrire une assurance globale couvrant tout leur parc automobile. Un groupe d'experts en assurance cherchait actuellement à déterminer le montant minimum des dommages-intérêts que devrait couvrir l'assurance. Les chiffres envisagés allaient de 300 000 à 500 000 dollars. Le Directeur espérait pouvoir proposer à la communauté diplomatique à l'automne une police type. La nouvelle réglementation n'aurait pas lieu d'être appliquée si le montant de l'assurance était adéquat. Si les hauts fonctionnaires du Secrétariat bénéficiant d'un statut diplomatique n'étaient pas couverts par une assurance, l'Organisation serait alors responsable des torts causés par eux. On n'avait pas encore décidé selon quelle procédure on percevrait les sommes dues à la suite de jugements. En réponse à la remarque du représentant de l'URSS, le Directeur de l'Office of Foreign Missions a confirmé que la note avait force de loi pour les missions qui voulaient utiliser des véhicules à moteur aux Etats-Unis.

33. Une question qui a été examinée aussi bien au titre de ce point de l'ordre du jour qu'au titre du point intitulé "Questions diverses" était la question plus générale de l'immatriculation des véhicules à moteur, de la délivrance des permis de conduire et de l'assurance.

34. A la 105ème séance du Comité, le représentant de l'URSS a fait part de son inquiétude au sujet de deux articles parus dans la presse qui indiquaient que de nouvelles réglementations allaient prochainement être introduites en matière d'immatriculation et d'assurance de véhicules. A cet égard, dans des déclarations quelque peu inquiétantes, le principe de la réciprocité avait été invoqué. De telles intentions contrevenaient au droit international. Il a également noté que le pays hôte, malgré les critiques émises par le Comité au sujet des règlements d'application de la nouvelle loi, était en train de les mettre à exécution.

35. Le représentant du pays hôte a déclaré que toutes les délégations recevraient bientôt une note diplomatique expliquant les modifications envisagées dans le domaine de l'immatriculation des automobiles et de l'assurance-responsabilité civile - question qui avait déjà été abordée à la 103ème séance du Comité par le Directeur de l'Office of Foreign Missions. Le représentant du pays hôte a rappelé que les autorités fédérales assumaient désormais des fonctions qui relevaient auparavant des Etats : le nouveau programme d'assurance serait fédéral. Au lieu de prendre une police d'assurance individuelle, il y aurait une assurance collective moyennant des primes qui pourraient être inférieures à celles demandées par les assurances individuelles. Des plaques d'immatriculation fédérales seraient distribuées pays par pays, sur une période de 10 mois. Il a ajouté que les représentants ne devaient pas croire tout ce qu'ils lisaient dans la presse à ce sujet, mais devaient s'en remettre aux notes diplomatiques officielles qu'ils recevaient de la Mission des Etats-Unis.

36. Par la suite, la Mission des Etats-Unis a envoyé des notes verbales exposant la procédure d'application du nouveau programme concernant les véhicules. Une note verbale datée du 5 juillet 1984, envoyée à toutes les missions, stipulait que c'était du gouvernement fédéral, en lieu et place des autorités actuelles des Etats, que relevait la délivrance de titres et de plaques d'immatriculation pour tous les véhicules diplomatiques et que l'objet du nouveau programme était de pourvoir aux besoins de la communauté internationale en matière d'assurance-responsabilité. La note contenait également des informations indiquant que le nouveau programme serait appliqué par étapes. Dans une note datée du 25 juillet 1984, la Mission des Etats-Unis a informé 22 missions qu'elles seraient les premières à recevoir les nouvelles plaques. Cette note indiquait également que l'Office of Host Country Affairs (Office des affaires du pays hôte) de la Mission des Etats-Unis fixerait, selon le type d'accréditation, le type de plaque d'immatriculation fédérale qui serait délivrée. Les missions désireuses d'utiliser plus de cinq voitures officielles devaient le demander avec justification à l'appui. L'Office of Foreign Missions tiendrait un dossier des documents attestant la propriété des véhicules. En cas de vente, de transfert ou d'exportation des véhicules, lesdites pièces justificatives devraient être demandées à l'Office susmentionné.

37. La 106ème séance du Comité a été exclusivement consacrée à un débat sur le nouveau programme concernant les voitures automobiles.

38. Le représentant de la France a demandé des renseignements supplémentaires au sujet du changement de l'immatriculation des véhicules et des modifications que l'on se proposait d'apporter au programme d'assurance, et il a demandé des

précisions sur la manière dont on allait, dans la pratique, procéder au changement des plaques d'immatriculation. Le représentant du Royaume-Uni a demandé quelle serait la durée de validité des nouvelles plaques.

39. Le représentant des Etats-Unis a annoncé qu'une brochure répondant à toutes les questions posées par les membres du Comité serait distribuée sous peu aux missions. Les plaques d'immatriculation seraient gratuites et valides pour trois ans. Pour procéder au changement, il faudrait qu'un agent de la mission présente les anciennes plaques et les documents connexes au service américain compétent, qui lui remettrait les nouvelles plaques d'immatriculation. Le représentant des Etats-Unis a également fait remarquer que la situation à New York n'était pas comparable à celle de Washington, où il existait des éléments de réciprocité qui ne s'appliquaient pas à New York. Il a ajouté que la nouvelle police d'assurance, qui fixerait un plafond de responsabilité plus élevé, entrerait en vigueur plus tard. Les missions seraient avisées des prochaines démarches à faire.

40. Le représentant de l'Iraq a manifesté sa profonde inquiétude au sujet des changements à venir, qui avaient fait l'objet de rumeurs et d'articles dans la presse. Il s'est notamment plaint du manque d'information de la part des autorités américaines, qui avait suscité un sentiment d'appréhension et fait craindre aux missions étrangères que certains privilèges et immunités consacrés dans la Convention de Vienne de 1961 ne soient abrogés. Le représentant de l'Iraq pensait que des contacts officieux en vue d'un échange d'information entre les missions intéressées - le représentant du pays hôte, le Président du Comité et le Conseiller juridique de l'Organisation - permettraient d'atténuer les malentendus et de procéder à la mise au point souhaitable.

2. Plainte de la Jamahiriya arabe libyenne

41. Dans une note verbale en date du 25 octobre 1984, adressée au Comité des relations avec le pays hôte, la Mission permanente de la Jamahiriya arabe libyenne auprès de l'Organisation des Nations Unies a demandé l'autorisation de participer à la 107ème séance du Comité.

42. A cette séance, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne, parlant en qualité d'observateur, a protesté contre les restrictions placées par l'Etat hôte sur l'usage de la résidence libyenne d'Englewood (New Jersey) et contre les restrictions imposées récemment aux membres de la Mission libyenne, les confinant aux cinq boroughs de la ville de New York.

43. Le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a rappelé que le problème auquel la Mission libyenne se heurtait à Englewood, avait été porté à l'attention de la communauté diplomatique dans les documents A/AC.154/244 et A/AC.154/249 qui avaient été distribués en tant que documents du Comité le 21 juin 1983 et le 25 janvier 1984. Sur la demande de la Jamahiriya arabe libyenne, des négociations avaient eu lieu entre des représentants de la Mission libyenne et du pays hôte, sous les auspices du Conseiller juridique, au sujet de la résidence lybienne d'Englewood, mais elles n'avaient pas abouti. Le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a déclaré que, le pays hôte ayant pris de nouvelles mesures contre son pays de façon discriminatoire et en violation de l'Accord relatif au Siège et de la Convention de Vienne, la Mission libyenne avait pour seul recours de soulever toutes ces questions lors d'une séance du Comité. Le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a présenté brièvement l'affaire de la résidence d'Englewood, telle qu'elle avait déjà été exposée dans le document A/AC.154/249, distribué sur la

demande de la Mission libyenne. Ce document qui reproduisait les notes échangées par la Mission libyenne et le pays hôte à propos de la résidence d'Englewood peut se résumer comme suit :

a) Dans une note verbale datée du 6 décembre 1982, la Mission libyenne informait le pays hôte qu'elle avait fait l'acquisition, le 26 novembre 1982, d'une maison de campagne qu'utiliserait occasionnellement le Chef de la Mission et qui était située à Englewood (New Jersey). Par la suite, la Mission des Etats-Unis, par une note verbale datée du 2 février 1983, après avoir donné des informations sur la nouvelle loi sur les missions étrangères, qui énonçait un certain nombre de conditions concernant l'usage de biens immobiliers et les transactions connexes, et sur son application à compter du 19 janvier 1983, priait la Mission libyenne de lui fournir des renseignements complémentaires sur la nature de la propriété d'Englewood et sur l'usage qu'elle entendait en faire. Dans la même note, la Mission des Etats-Unis informait en outre la Mission libyenne qu'elle n'était pas autorisée à utiliser la propriété en question aussi longtemps qu'elle n'aurait pas été avisée par le Gouvernement des Etats-Unis des résultats de son examen ou qu'une certaine période, à compter de la notification des informations demandées, n'aurait pas expiré. Par une note verbale datée du 14 février 1983, la Mission libyenne a rejeté la note des Etats-Unis pour des motifs juridiques et a souligné que les restrictions imposées constituaient une violation du droit international et que la résidence avait été acquise avant l'entrée en vigueur de la loi sur les missions étrangères;

b) Par une note verbale datée du 28 février 1983, la Mission libyenne, tout en réservant l'intégralité de ses droits, privilèges et immunités diplomatiques, a communiqué à la Mission des Etats-Unis des informations concernant ses biens immobiliers. Dans une note verbale datée du 10 juin 1983, la Mission des Etats-Unis a indiqué, entre autres, que le représentant permanent et sa famille directe étaient autorisés à utiliser la propriété d'Englewood uniquement à des fins récréatives. La Mission libyenne a protesté vigoureusement contre les restrictions susmentionnées dans une note verbale datée du 21 juin 1983 dans laquelle elle faisait savoir aux Etats-Unis que le représentant permanent entendait utiliser la résidence située à Englewood conformément aux règles en vigueur et aux pratiques du droit international. Dans une autre note, datée du 29 juin 1983, la Mission libyenne, souhaitant éclaircir ses notes précédentes, indiquait que la résidence sise à Englewood serait la résidence principale et officielle de l'ambassadeur et représentant permanent de la Jamahiriya arabe libyenne. Dans une note verbale datée du 28 juillet 1983, la Mission des Etats-Unis invoquant le fait que seul un usage limité de ladite propriété avait précédemment été sollicité, a informé la Mission libyenne qu'elle ne pouvait accepter ce changement de destination de la propriété en question;

c) Après réception d'une protestation ferme de la Mission libyenne, datée du 6 septembre 1983, la Mission des Etats-Unis a répondu à celle-ci par une note verbale datée de septembre 1983 dans laquelle elle réaffirmait les conditions spécifiées pour l'utilisation de la propriété; la Mission des Etats-Unis indiquait néanmoins qu'elle restait à la disposition de la Mission libyenne pour discuter des conditions d'utilisation de cette propriété conformément aux termes de la note verbale du 10 juin 1983;

d) Enfin, dans une note verbale datée du 22 décembre 1983, qui a aussi été vigoureusement rejetée par la Mission libyenne, la Mission des Etats-Unis énonçait en détail les conditions applicables à l'utilisation de la propriété située à Englewood, à savoir :

- i) L'usage de la résidence n'est autorisé que lorsque le représentant permanent et/ou son épouse y sont physiquement présents;
- ii) Cet usage est autorisé deux week-ends par mois au plus, de 17 heures le vendredi à 10 heures le lundi;
- iii) Une demande préalable doit être présentée 48 heures à l'avance, chaque fois que le représentant permanent ainsi que les membres du personnel de la Mission libyenne qui l'accompagnent ou lui rendent visite désirent se rendre dans la résidence;
- iv) Un préposé à l'entretien est autorisé à résider dans la propriété sous réserve qu'il ne soit pas membre de la Mission libyenne.

44. Au cours de son intervention devant le Comité, le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a déclaré que lesdites restrictions étaient toujours en vigueur et que de tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, seul son pays était l'objet de telles restrictions. Il en allait de même des déplacements. Le représentant a déclaré que les mesures prises par le pays hôte constituaient une violation grave de ses obligations et qu'elles reposaient sur une loi fédérale qui rendait le principe de la réciprocité applicable aux délégations auprès d'organisations internationales. Il a demandé au Comité d'examiner à fond le problème et de négocier une solution satisfaisante pour mettre un terme au harcèlement dont étaient victimes les missions de certains Etats Membres, en raison de considérations politiques, et de prier le Secrétaire général d'arbitrer les problèmes de plus en plus graves qui se posaient avec le pays hôte. Si aucune de ces démarches n'aboutissaient, la Jamahiriya arabe libyenne saisirait l'Assemblée générale du problème avant de demander un avis consultatif à la Cour internationale de Justice.

45. Le représentant des Etats-Unis a répondu qu'il fallait plus de temps pour répondre aux graves accusations lancées contre son pays. Il a confirmé l'existence de restrictions et il a dit que la Mission des Etats-Unis allait répondre à une lettre qu'elle avait reçue du Conseiller juridique à ce sujet. S'agissant des restrictions concernant les déplacements, il doutait qu'elles portent atteinte aux droits prévus dans l'Accord relatif au Siège qui étaient limités au transit sans obstacle à destination ou en provenance du district administratif. Aucun représentant n'avait le droit de résider où bon lui semblait sur le territoire des Etats-Unis, il paraissait raisonnable que les délégués choisissent leur lieu de résidence à proximité du Siège de l'Organisation des Nations Unies et les cinq boroughs de la ville de New York paraissaient parfaitement indiqués à ces fins. Les actions du pays hôte n'étaient pas motivées par l'application du principe de la réciprocité ni par des considérations politiques, mais par certains événements qui constituaient des violations des normes diplomatiques. Le représentant du pays hôte a en outre fait observer qu'aucun pays ne pouvait renoncer à son droit de maintenir l'ordre public ni réduire sa capacité de protéger ses ressortissants; d'ailleurs la protection des ressortissants américains constituait pour son gouvernement une obligation essentielle.

46. Le représentant de l'URSS a dit que la Mission libyenne était effectivement l'objet de mesures discriminatoires qui étaient une source de vive préoccupation. Il a regretté de ne pas avoir entendu d'argument juridique et déclaré que le pays hôte n'avait pas le droit de prendre des mesures qui constituaient des moyens de pression politique et étaient discriminatoires. Loin d'améliorer les conditions de travail des missions, une telle politique ne ferait que les rendre plus difficiles.

47. Le représentant de la Bulgarie a dit qu'il partageait les préoccupations de la Jamahiriya arabe libyenne et déclaré que les restrictions imposées à la Mission libyenne étaient contraires à la Charte des Nations Unies et au droit international.

3. Accélération des formalités d'immigration et de douane

48. A la 102ème séance du Comité, le représentant de la France a signalé que le système permettant aux diplomates d'emprunter le passage réservé aux membres des équipages dans les aéroports de New York ne fonctionnait pas toujours de manière adéquate. La représentante du Costa Rica a indiqué que, actuellement, les services à l'aéroport de Miami étaient excellents. Toutefois, elle estimait que la situation actuelle s'améliorerait si les divers aéroports étaient mieux informés de l'utilisation par les diplomates des passages réservés aux équipages. Le Président, dans son rapport au Comité sur les réunions du Bureau, avait exprimé le regret d'avoir reçu davantage de plaintes selon lesquelles les procédures définies dans le document du Comité 3/ concernant l'emploi des passages réservés aux équipages n'étaient pas respectées. La Mission des Etats-Unis avait été priée de s'en enquérir. Le représentant du pays hôte a répondu que les autorités américaines compétentes s'efforceraient de veiller au respect, dans les aéroports de New York, des procédures d'accélération des formalités.

4. Possibilité de créer au Siège de l'ONU un économat pour aider le personnel diplomatique et le personnel du Secrétariat

49. A la 104ème séance du Comité, le Président, répondant à une question du représentant de l'Iraq, a indiqué que, selon les renseignements fournis par le Secrétariat, on ne disposait ni de la place, ni du personnel requis pour un économat. A l'heure actuelle, le coût du fonctionnement de cet économat majorerait sensiblement les prix des articles hors-taxes dont bénéficiaient les personnes dispensées d'acquitter les taxes.

C. Questions des privilèges et immunités

50. De temps à autre, un problème particulier porté à l'attention du Comité par certains membres tenait au fait que dans des cas d'attaques contre des missions et leur personnel diplomatique, il avait été difficile d'engager des poursuites contre les délinquants lorsqu'une circonstance de l'affaire exigeait qu'un diplomate témoigne devant le tribunal, ce qui pouvait signifier dans certains cas qu'il renonce aux privilèges et immunités diplomatiques. On a relevé que conformément à la jurisprudence américaine, le fait de témoigner directement pouvait dans certains cas signifier que l'intéressé renonce à l'immunité diplomatique en raison des droits que la Constitution garantirait à l'accusé de pouvoir contester les témoignages portés contre lui. Le représentant de l'URSS avait manifesté à maintes reprises une vive inquiétude à ce sujet. Il avait souligné plusieurs fois que, conformément aux obligations découlant du droit international, le châtement effectif des auteurs de délits dirigés contre des missions diplomatiques et leur personnel devait être assuré sans que les diplomates aient à renoncer à leurs privilèges et immunités. Le Comité a estimé que la question méritait d'être soigneusement examinée et qu'à cette fin, il fallait disposer de plus amples informations. C'est pourquoi, avec le concours de la Mission des Etats-Unis et en coopération avec le Secrétariat de l'Organisation, il a organisé une causerie sur la "Protection des agents étrangers" (immunité des diplomates devant les tribunaux américains), qui a été donnée le 9 février 1984 par M. Rudolph W. Giuliani, procureur pour la circonscription sud de New York. A la fin de l'exposé de M. Giuliani, que la communauté diplomatique a écouté avec beaucoup d'attention, il a

été convenu qu'il serait souhaitable d'en assurer le suivi par le biais d'un groupe de contact plus restreint, composé des missions intéressées, des autorités américaines compétentes et de membres du Secrétariat. A sa 102ème séance, le Comité a entériné cette décision et a également décidé de poursuivre l'examen de la question.

51. Le Groupe de contact, sous la présidence de l'ambassadeur Moushoutas, s'est réuni à deux reprises : le 25 juin et le 13 septembre 1984, et a mis au point avec l'aide du Conseiller juridique, une série de questions dont l'objet essentiel était d'explorer plus avant la possibilité de recueillir auprès d'un diplomate, autrement que durant les débats officiels d'un tribunal, un témoignage recevable. Ces questions ont été transmises à la Mission des Etats-Unis d'Amérique, qui a été priée de bien vouloir y faire donner réponse par les autorités compétentes.

D. Transports : utilisation des véhicules à moteur, stationnement et questions connexes

52. Aux 102ème, 104ème et 105ème réunions, les représentants de l'Iraq et de l'URSS ont appelé l'attention du Comité sur la question du stationnement. Tous deux estimaient qu'il fallait disposer de davantage de zones réservées au stationnement des voitures diplomatiques et pensaient que la ville de New York devait faire savoir à ses fonctionnaires que l'ONU était un organe important et qu'il convenait de traiter les diplomates avec le respect dû à leur statut.

53. La Mission des Etats-Unis a proposé de prêter son concours en organisant une conférence qui ferait mieux comprendre à la communauté diplomatique les problèmes de stationnement qui se posent à la ville de New York. M. Samuel J. Schwartz, commissaire adjoint du Département des transports de la ville de New York, a donné le 3 mai 1984 cette conférence sur le "Statut des zones de stationnement réservées à la communauté diplomatique de New York". Il s'est déclaré disposé à aider les missions chaque fois que leurs problèmes de stationnement n'étaient pas résolus. Le Commissaire de la ville de New York pour l'ONU et le Corps consultatif a également offert ses bons offices.

54. A la 105ème séance du Comité, les représentants de l'URSS et de l'Iraq ont à nouveau exprimé leur inquiétude au sujet du stationnement. A leur sens, il fallait faire mieux comprendre le rôle des diplomates à New York.

55. Le représentant du pays hôte a assuré les membres du Comité que les autorités compétentes continueraient à faire le nécessaire pour que les diplomates puissent s'acquitter sans gêne de leurs tâches. Toutefois, on ne pouvait s'attendre à ce que les diplomates soient traités comme une "catégorie à part".

E. Assurance, éducation et santé

56. Le représentant de l'Iraq a manifesté son intérêt au sujet de l'institution éventuelle d'un régime général et volontaire d'assurance-maladie pour la communauté diplomatique, en vue d'alléger le fardeau constitué par les coûts élevés des services médicaux. Il y avait lieu de croire que 90 p. 100 des délégations n'étaient pas couvertes par une assurance-maladie. Le Secrétariat a informé le Comité qu'un groupe de travail du Comité avait préparé en 1975 une étude concernant la question des assurances-maladie et qu'à l'époque les missions n'avaient pas manifesté suffisamment d'intérêt pour que la question soit examinée plus avant. Le représentant de l'Iraq a déclaré que 10 ans s'étaient écoulés depuis que la dernière étude avait été préparée. Depuis lors, les frais médicaux avaient augmenté et une nouvelle étude était donc nécessaire.

F. Relations extérieures de la communauté des Nations Unies dans la ville hôte et question des mesures propres à inciter les médias à faire connaître les fonctions et le statut des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies

57. A la 102ème séance du Comité, le représentant de l'URSS a rappelé que le Comité devait veiller à ce que la presse reçoive davantage d'informations au sujet des travaux des missions permanentes auprès de l'Organisation. Il a souligné qu'il importait que les médias donnent une image plus objective de la communauté diplomatique. A cet égard, à la 105ème séance, le représentant de l'Iraq a manifesté son inquiétude devant la manière dont les diplomates étaient considérés dans le pays hôte et il a fait remarquer que les diplomates devaient être traités de la manière voulue pour qu'ils puissent bien s'acquitter de leurs fonctions. Le représentant des Etats-Unis a reconnu que cela était indispensable et a déclaré que, selon son gouvernement, tel était bel et bien le cas à l'heure actuelle.

IV. RECOMMANDATIONS

58. A sa 108ème séance, le 18 novembre 1984, le Comité a approuvé les recommandations ci-après :

1) Considérant que la sécurité des missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies ainsi que celle de leur personnel sont indispensables à leur bon fonctionnement, le Comité exprime sa préoccupation devant les actes criminels perpétrés contre certaines missions auprès de l'Organisation et prend acte des assurances données par les autorités compétentes du pays hôte en insistant sur la constante nécessité de mesures préventives efficaces.

2) Le Comité demande instamment une fois de plus au pays hôte de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher tous actes et activités terroristes, criminels et autres portant atteinte à la sécurité des missions et de leur personnel ou à l'inviolabilité de leurs biens et pour donner aux missions la possibilité d'exister et de fonctionner dans des conditions normales.

3) Le Comité demande instamment au pays hôte à continuer à prendre des mesures pour appréhender, traduire en justice et châtier toutes les personnes coupables d'actes criminels ou de conspiration en vue de commettre de tels actes à l'encontre de missions accréditées auprès de l'Organisation des Nations Unies, comme le prévoit le Federal Act for the Protection of Foreign Officials and Official Guests of the United States de 1972.

4) Le Comité déplore le fait que certaines des personnes coupables d'actes terroristes ou criminels dirigés contre des missions diplomatiques n'ont pas jusqu'ici été appréhendées; toutefois, il prend note de ce qu'un terroriste qui était l'auteur de nombreux attentats à la bombe, d'un assassinat et d'un complot en vue d'assassinat à l'encontre d'un groupe de la communauté diplomatique de New York a été récemment arrêté, traduit en justice, reconnu coupable et condamné à la prison à perpétuité.

5) Le Comité appelle l'attention sur la création d'un groupe de contact sur les immunités des membres des missions auprès de l'Organisation des Nations Unies et exprime l'espoir que les travaux de ce groupe permettront d'établir des procédures susceptibles d'aider à traduire en justice les auteurs de délits tels que ceux mentionnés plus haut, dirigés contre des missions diplomatiques et leur personnel.

6) Le Comité réaffirme que le respect par tous les Etats Membres de l'Accord relatif au Siège et des autres accords pertinents est une condition indispensable au fonctionnement normal de l'Organisation des Nations Unies et des missions permanentes à New York et insiste sur la nécessité d'éviter toute action incompatible avec les obligations découlant de l'Accord relatif au Siège et du droit international.

7) Reconnaissant la difficulté croissante qu'éprouvent les diplomates à garer leurs véhicules, le Comité lance un appel au pays hôte pour qu'il réexamine les mesures en vigueur en ce qui concerne le stationnement des véhicules diplomatiques afin de mieux répondre aux besoins de la communauté diplomatique, et pour qu'il consulte le Comité sur les questions de stationnement.

8) Le Comité exprime l'espoir que l'on continuera à s'efforcer de sensibiliser davantage le public en expliquant, par tous les moyens disponibles, l'importance du rôle joué par l'Organisation des Nations Unies et les missions accréditées auprès d'elle pour ce qui est du renforcement de la paix et de la sécurité internationales. Le Comité estime que cet effort devrait être poursuivi et intensifié en vue de faire connaître à la population de la ville de New York et de ses boroughs l'importance des fonctions dont s'acquittent les missions accréditées auprès de l'Organisation.

9) Le Comité tient à remercier la New York City Commission for the United Nations and the Consular Corps et les organes - en particulier le Département de la police de la ville de New York - qui l'aident à répondre aux besoins et à servir les intérêts de la communauté diplomatique, à assurer des services d'accueil et à promouvoir un esprit de compréhension mutuelle entre elle et la population de la ville de New York.

10) Le Comité accueille favorablement la participation des membres de l'Organisation des Nations Unies à ses travaux et estime qu'il est très important d'envisager les moyens de renforcer ses travaux.

Notes

1/ Résolution 169 (II) de l'Assemblée générale, en date du 31 octobre 1947.

2/ Voir la résolution 22 A (I) de l'Assemblée générale, en date du 13 février 1946.

3/ Voir A/AC.154/227.

Annexe

Liste de documents

(18 novembre 1983-16 novembre 1984)

- A/AC.104/249 Lettre datée du 13 janvier 1984, adressée au Secrétaire général par le représentant permanent de la Jamahiriya arabe libyenne auprès de l'Organisation des Nations Unies.
- A/AC.154/250 Lettre datée du 23 février 1984, adressée au Secrétaire général par le représentant permanent de Union des Républiques socialistes soviétiques auprès de l'Organisation des Nations Unies.
- A/AC.154/251 Lettre datée du 28 février 1984, adressée au Président du Comité des relations avec le pays hôte par l'ambassadeur et représentant suppléant pour les affaires politiques spéciales de la Mission permanente des Etats-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies.

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة
يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم. استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى الأمم المتحدة، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف.

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
